



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Indicateurs de conjoncture Décembre 2018

Table des matières

I. INTRODUCTION	1
II. PRODUCTION	1
II.1. Indice de la production industrielle.....	1
II.2. Café.....	1
II.3. Thé.....	1
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	2
IV. COMMERCE EXTERIEUR	2
IV.1. Exportations	2
IV.2. Importations.....	3
V. TAUX DE CHANGE	3
VI. FINANCES PUBLIQUES	3
VI.1. Recettes.....	4
VI.2. Dépenses.....	4
VI.3. Dette publique	4
VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES	5
VII.1. Base monétaire	5
VII.2. Masse monétaire	5
VII.3. Contreparties de la masse monétaire.....	5
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE	6
VIII. 1. Emplois.....	6
VIII. 2. Ressources.....	6
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE	6
IX. 1. Adéquation du capital	6
IX. 2. Qualité du portefeuille crédits	6
IX. 3. Rentabilité	7
IX. 4. Liquidité.....	7
ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS	8
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)	9
ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS	10

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l'évolution des secteurs de la production, des prix, des finances publiques, du commerce extérieur et taux de change, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que de l'activité et des indicateurs de solidité du secteur bancaire à fin décembre 2018.

En glissement annuel, le secteur réel a été marqué par une diminution de la production industrielle tandis que les apports de café parche de la campagne 2018/2019 et la production du thé en feuilles vertes ont augmenté. L'inflation a baissé au mois de décembre 2018 par rapport à la même période en 2017.

En glissement annuel, le déficit global des finances publiques (hors dons) s'est amélioré au mois de décembre 2018 tandis que celui de la balance commerciale s'est détérioré. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au dollar américain.

Le secteur monétaire a été caractérisé une diminution de la base monétaire tandis que la masse monétaire a augmenté.

Le total bilan du secteur bancaire s'est accru. Les dépôts et le crédit à l'économie ont augmenté. Au niveau de la solidité financière, le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé, solvable et rentable.

II. PRODUCTION

En glissement annuel, la production industrielle a diminué tandis que la récolte du thé en feuilles vertes et les apports de café parche de la campagne café 2018/2019 ont augmenté à fin décembre 2018.

II.1. Indice de la production industrielle

En glissement annuel, l'indice de la production industrielle a chuté de 19,1% au mois de décembre 2018, s'établissant à 120,9 contre 149,4, essentiellement en liaison avec la diminution de la production de boissons de la BRARUDI (-2,7%), de sucre (-66,6%) et de cigarettes (-40,5%).

Par rapport au mois précédent, il a reculé de 17,5%, se fixant à 120,9 contre 146,6, principalement en rapport avec la baisse de la production de sucre (-74,2%) et de savons (-32,8%).

II.2. Café

Les apports de café en parche de la campagne 2018/2019 se sont accrus de 42,2 % à fin décembre 2018 par rapport à la même période de la campagne précédente, passant de 21.535 à 30.633 T.

II.3. Thé

La production de thé en feuilles vertes a augmenté de 18,7% au mois de décembre 2018, s'établissant à 4.608,7 contre 3.883,4 T enregistrés à la même période de l'année précédente. De même, la production cumulée de 2018 a progressé de 12,9 % par rapport à l'année précédente, se fixant à 50.814,4 contre 44.988,8T.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

A fin décembre 2018, l'inflation a diminué en glissement annuel (-5,6 contre + 10,0%). Cette baisse a concerné l'inflation alimentaire (-15,2 contre +9,6%) alors que les prix des produits non alimentaires ont augmenté à un rythme moins accéléré (+5,9 contre +8,9%).

La baisse de l'inflation alimentaire est due essentiellement à la diminution des prix des sous-rubriques: «Pains et céréales» (-20,4% contre +18,0%) et «Légumes» (-21,5% contre + 10,2%).

La décélération du rythme de croissance des prix des produits non alimentaires a principalement concerné les sous rubriques: «boissons alcoolisées et tabac» (+3,6 contre +5,5%), «Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer» (+4,2 contre +7,1%), «Transport» (+7,4 contre +8,8%), «Loisirs et culture» (+3,9 contre +10,0%), «Enseignement» (+1,6 contre +36,4%).

En glissement annuel, l'inflation combinant les prix de l'énergie, carburant et autres combustibles a augmenté, passant de 17,3 à 19,2%. Par contre, elle a légèrement diminué (+0,3 contre +1,0%) par rapport au mois précédent.

L'inflation globale excluant les prix des produits alimentaires et l'énergie qui est l'approximation de l'inflation sous-jacente a diminué en glissement annuel (-0,7 contre +7,1%).

Indice des prix à la consommation (base 2016/ 2017 =100)

	Dec-17		Dec-18	
	IPC	Inflation	IPC	Inflation
Inflation globale	115.4	10.0	108.9	-5.6
1. Inflation alimentaire	120.0	9.6	101.8	-15.2
- Pains et céréales	129.2	18.0	102.8	-20.4
- Viande	113.6	9.1	115.2	1.4
- Poissons et Fruits de mer	128.6	-0.5	132.5	3.0
- Lait, fromage et œuf	107.2	-1.5	111.3	3.8
- Huiles et graisses	100.4	-0.7	105.0	4.6
- Fruits	121.7	21.3	120.2	-1.2
- Légumes	120.0	10.2	94.2	-21.5
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	108.1	2.8	107.8	-0.3
- Produits alimentaires n.c.a	106.5	2.3	115.7	8.6
2. Produits non alimentaires	110.2	8.9	116.7	5.9
- Boissons alcoolisées et Tabac	109.8	5.5	113.8	3.6
- Articles d'habillement et articles chaussants	113.0	3.4	118.8	5.1
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	109.1	10.3	121.4	11.3
- Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	112.7	7.1	117.4	4.2
- Santé	104.2	3.5	114.3	9.7
- Transport	110.6	8.8	118.8	7.4
- Communications	100.6	0.6	101.8	1.2
- Loisirs et culture	112.1	10.0	116.5	3.9
- Enseignement	136.0	36.4	138.2	1.6
- Restaurants et hotels	109.3	1.1	114.3	4.6
- Biens et services divers	111.7	9.0	118.8	6.4
Energie, carburant et combustibles	114.6	17.3	136.6	19.2
3. Inflation Sous-jacente	112.6	7.1	111.7	-0.7

Source : BRB à partir des données de l'ISTEEBU.

IV. COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges commerciaux cumulés à fin décembre 2018 se sont accrus de 4,8% par rapport à fin décembre 2017, suite à l'augmentation des importations (1.406,3 contre 1.307,2 Mds BIF), les exportations ayant baissé (276.351,6 contre 298.500,1 MBIF). Par conséquent, le déficit de la balance commerciale s'est creusé d'une année à l'autre (1.129,9 contre 1.008,7 Mds BIF).

IV.1. Exportations

Par rapport à fin décembre 2017, les exportations cumulées à fin décembre 2018 ont baissé tant en valeur (-7,4%) qu'en volume (-4,9%).

En valeur, la diminution des exportations a concerné aussi bien les produits primaires (218.648,9 contre 233.498,0 MBIF) que les

produits manufacturés (57.702,7 contre 65.002,1 MBIF). Concernant les produits primaires, la baisse est essentiellement imputable à l'or non monétaire (-26.705,0 MBIF) qui a contrebalancé la hausse des exportations de minerais de niobium (+7.936,1 MBIF) et du café (+6.371,0 MBIF).

La diminution des exportations des produits manufacturés a principalement concerné les bières (-6.924,3 MBIF), les bouteilles en verre foncé (-6.421,5 MBIF) et les cigarettes (-5.924,6 MBIF). Par contre, la réexportation du Kérosène a augmenté (+9.401,9 MBIF).

En volume, le recul des exportations a concerné aussi bien les produits primaires (40.319 contre 42.313 T) que les produits manufacturés (48.237 contre 50.812 T).

IV.2. Importations

Les importations de 2018 se sont accrues en valeur (+7,6%) et en volume (+14,6%).

En valeur, l'augmentation a porté sur les importations des biens de production (626.510,6 contre 537.693,6 MBIF) et des biens d'équipements (274.795,0 contre 229.884,5 MBIF). En revanche, les importations de biens de consommation ont baissé (504.990,9 contre 539.609,5 MBIF).

La hausse des importations des biens de production a été tirée, en particulier, par l'augmentation des huiles minérales (+55.674,4 MBIF), des biens destinés à la métallurgie (+34.026,6 MBIF) et à l'agriculture et l'élevage (+14.071,4 MBIF). En revanche, les importations des biens de production destinés à l'alimentation ont baissé (-20.156,5 MBIF).

L'accroissement des importations de biens d'équipement a essentiellement concerné les chaudières et engins mécaniques (+34.910,6 MBIF) et le matériel électrique (+23.493,0 MBIF). Par contre, les importations des tracteurs, véhicules et engins de transport ont baissé (-21.682,0 MBIF).

La diminution des importations de biens de consommation a principalement porté sur les textiles (-23.115,4 MBIF) et la catégorie «autres biens de consommation durables» (-14.708,4 MBIF).

En volume, la hausse des importations a concerné, à la fois, les biens de production (663.279,9 contre 552.643,0 T), les biens d'équipement (37.894,3 contre 30.408,0 T) et les biens de consommation (241.818,9 contre 239.462,7 T).

V. TAUX DE CHANGE

Au mois de décembre 2018, le BIF s'est déprécié de 2,28% par rapport au dollar américain, le taux de change s'établissant à 1.805,4 contre 1.765,1 BIF à la même période de l'année précédente.

A fin de période, le BIF s'est déprécié de 2,35% par rapport au dollar américain, le taux de change du BIF s'est établi à 1.808,30 contre 1.766,7 BIF à fin décembre 2017.

VI. FINANCES PUBLIQUES

Par rapport à celui de la même période de l'année précédente, le déficit global des finances publiques (hors dons) s'est allégé au mois de décembre 2018, s'établissant à 45.555 contre 61.847,4 MBIF, en rapport avec l'augmentation des recettes publiques.

VI.1. Recettes

Les recettes publiques du mois décembre 2018 se sont accrues de 12,7% par rapport au même mois de 2017, passant de 69.552,5 à 78.361,6 MBIF. Cet accroissement a concerné aussi bien les recettes fiscales (+6.153,4 MBIF) que les recettes non fiscales (+2.655,7 MBIF).

De même, les recettes publiques cumulées ont augmenté de 11,8% en glissement annuel, passant de 754.142,6 à 836.889,2 MBIF, en rapport avec l'augmentation des recettes fiscales (+71.787,0 MBIF) et des recettes non fiscales (+10.959,6 MBIF).

VI.2. Dépenses

Les dépenses engagées à fin décembre 2018 ont régressé de 5,7% par rapport au même mois de 2017, s'établissant à 123.916,6 contre 131.399,9 MBIF.

Par contre, les dépenses cumulées ont augmenté de 42,7%, se fixant à 1.293,3 Mds de BIF à fin décembre 2018 contre 1.128,5 Mds de BIF à la même période de 2017.

Les dépenses de personnel cumulées ont légèrement progressé de 0,9% en glissement annuel, passant de 385.815,5 à 408.657,4 MBIF.

VI.3. Dette publique

La dette publique s'est accrue de 11,6% à fin décembre 2018, s'établissant à 2.707,7 contre 2.426,6 Mds de BIF à la même période de l'année précédente, en rapport avec l'accroissement de la dette intérieure (+16,0%) et de la dette extérieure (+2,3%).

Par rapport au mois précédent, la dette publique s'est accrue de 1,2%, en liaison

avec l'accroissement de la dette intérieure (+1,4%) et de la dette extérieure (+0,7%).

VI.3.1. Dette intérieure

En glissement annuel, la dette intérieure s'est accrue de 263.612,1 MBIF à fin décembre 2018, passant de 1.647,8 à 1.911,4 Mds de BIF, en liaison avec l'accroissement de l'endettement de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire (+283.325,8 MBIF), principalement sous forme de titres du Trésor (+270.684,9MBIF).

Par rapport au mois précédent, la dette intérieure a augmenté de 25.621,6 MBIF, passant de 1.885,8 à 1.911,4 Mds de BIF, en rapport avec l'augmentation de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (+36.145,4 MBIF) qui a contrebalancé le désendettement vis-à-vis du secteur non bancaire (-10.523,8 MBIF).

VI.3.2. Dette extérieure

En glissement annuel, la dette extérieure s'est accrue de 17.990,0 MBIF à fin décembre 2018, passant de 778.292,4 à 796.282,4 MBIF. Cet accroissement est en rapport avec les tirages (22.207,8 MBIF) et les plus-values de réévaluation (7.726,8 MBIF) qui ont dépassé l'amortissement de la dette en principal (11.944,6 MBIF).

Par rapport au mois précédent, la dette extérieure a légèrement augmenté (+0,7%), s'établissant à 796.282,4 contre 790.883,7 MBIF, en liaison avec les tirages (3.043,4 MBIF) et les plus-values de réévaluation (2.355,3 MBIF).

Exprimé en dollar américain, l'encours de la dette extérieure a légèrement augmenté en glissement annuel, s'établissant à 441,1 contre 440,9 MUSD.

VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire a baissé à fin décembre 2018 alors que la masse monétaire a progressé en rapport avec la hausse des avoirs intérieurs nets.

VII.1. Base monétaire

La base monétaire a baissé de 3,3% à fin décembre 2018 par rapport à la même période de 2017, s'établissant à 563.600,6 contre 582.685,1 MBIF. Cette diminution a principalement concerné les dépôts des banques commerciales (-54.787,5 MBIF), des sociétés non financières publiques (-9.598,7 MBIF) et des ONG (-2.012,8 MBIF). En revanche, les billets et pièce en circulation (+42.061,1 MBIF) ainsi que les dépôts des établissements de microfinance (+1.884,4 MBIF) et des établissements financiers (+1.369,2 MBIF) ont augmenté.

VII.2. Masse monétaire

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a progressé de 18,2% à fin décembre 2018, passant de 1.499,5 à 1.772,4 Mds de BIF, en liaison avec l'augmentation de l'agrégat monétaire M2 (+19,4%) et des dépôts en devises des résidents (+8,3%).

La progression de la masse monétaire M2 a porté sur les dépôts à vue (+22,2%), les dépôts à terme et d'épargne (+18,8%) ainsi que sur la circulation fiduciaire hors banques (+12,2%).

L'accroissement des dépôts à vue en BIF a principalement porté sur les dépôts des autres sociétés non financières (+143.452,9 MBIF) et des ménages (+29.590,1 MBIF).

En revanche, les dépôts à vue des sociétés non financières publiques (-6.662,2 MBIF), des établissements financiers (-138,8 MBIF) et ceux classés dans les autres comptes (-2.945,9 MBIF) ont baissé.

L'augmentation des dépôts à terme et d'épargne en BIF est liée à la progression des placements des autres sociétés non financières (+35.332,9 MBIF), des ménages (+18.624,8 MBIF) et ceux classés dans les autres comptes (+12.822,6 MBIF).

La hausse des dépôts en devises des résidents est liée à l'augmentation des dépôts des ménages (+10.934,7 MBIF), des autres sociétés non financières (+11.324,1 MBIF) et ceux classés dans les autres comptes (+1.401,5 MBIF). Par contre, les dépôts en devises des sociétés non financières publiques ont diminué de 10.455,0 MBIF.

VII.3. Contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, le crédit intérieur a augmenté de 16,2% à fin décembre 2018, passant de 2.004,9 à 2.328,9 Mds de BIF, en raison de la hausse des créances nettes sur l'Etat (+18,6%) et des créances sur l'économie (+13,1%).

L'accroissement des créances nettes sur l'Etat a principalement porté sur les bons et obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (+270.684,9 MBIF, soit +42,1%).

Les avoirs extérieurs nets et les réserves officielles exprimées en dollar américain ont respectivement diminué de 32,6 et 31,2% à fin décembre 2018. Ces réserves couvraient 1,0 mois d'importation de biens et services à fin décembre 2018

contre 1,7 mois à la même période de l'année précédente.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

Le total bilan du secteur bancaire a augmenté à fin décembre 2018. De ce fait, les dépôts et le crédit à l'économie ont augmenté. Au cours de la même période, le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé, solvable et rentable.

VIII. 1. Emplois

En glissement annuel, le total actif du secteur bancaire a augmenté de 18,4%, passant de 2.164,7 à 2.562,3 Mds de BIF, suite à l'accroissement des titres du Trésor qui ont augmenté de 43,9% (925.707,1 contre 643.143,9 MBIF). Au cours de la même période, l'encours des crédits à l'économie a augmenté de 18,1%, s'établissant à 939.105,5 contre 795.480,6 MBIF.

La part des titres du Trésor dans le total actif a augmenté par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 32,0 à 38,5%. Par ailleurs, la part des crédits au secteur privé s'est stabilisée à 36,7%.

VIII. 2. Ressources

En glissement annuel, les dépôts du secteur bancaire ont augmenté de 21,3% à fin décembre 2018, passant de 1.234,1 à 1.496,5 Mds de BIF. Malgré cette augmentation, les refinancements des banques commerciales auprès de la Banque Centrale ont augmenté de 50,5%, s'établissant à 240.860 contre 160.080,0 MBIF à fin décembre 2017.

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

A fin décembre 2018, le secteur bancaire est resté suffisamment capitalisé, solvable et toutes les normes prudentielles ont été respectées. De même, la qualité du portefeuille crédits ainsi que les principaux indicateurs de la rentabilité financière se sont améliorés.

IX. 1. Adéquation du capital

A fin décembre 2018, le secteur bancaire est demeuré capitalisé et dispose des coussins des fonds propres suffisants pour absorber les risques inhérents à son activité. Le ratio de solvabilité globale et le ratio de solvabilité de base sont demeurés largement au-dessus des normes réglementaires de 12,5 et 14,5%, respectivement. Les ratios de solvabilité de base et globale ont légèrement augmenté, passant respectivement de 20,8 à 21,9% et de 23,7 à 24,1% de fin décembre 2017 à fin décembre 2018. A la même période, le ratio de levier s'est établi à 12,3 contre 14,3% pour une limite minimale de 7%.

IX. 2. Qualité du portefeuille crédits

En glissement annuel, la qualité du portefeuille crédits s'est améliorée à fin décembre 2018, le taux de détérioration du portefeuille crédits s'est établi à 9,2 contre 14,6%. Au cours de la même période, les créances impayées ont diminué de 12,0%, se fixant à 138.530,0 contre 157.432,1 MBIF à la même période de 2017.

L'analyse par classe montre que seules les créances à surveiller ont augmenté (+25,6%) tandis que les créances pré-

douteuses, douteuses et compromises ont baissé de 41,5%, de 56,9% et de 14,4%. respectivement. La diminution des créances compromises s'explique notamment par le fait que certaines banques ont radié des montants importants dans leur bilan à fin décembre 2018.

Le taux de détérioration des crédits dans le secteur «hôtellerie et tourisme» s'est établi à 40,9% contre 52,0% à la même période de l'année précédente. Les secteurs «agriculture» et «commerce» ont connu des taux de détérioration de 2,5 et 11,2% contre 8,6 et 14,1% à la même période respectivement. De même, les crédits accordés aux secteurs «construction» et «industrie» se sont détériorés de 9,4 et 11,4% respectivement.

Face à cette détérioration du portefeuille crédits, le secteur bancaire a constitué des provisions pour se prémunir contre ce risque, le taux de couverture a été de 86,8 contre 80,0% à la même période de 2017.

Le risque de concentration des crédits accordés aux grands risques ¹représentent 27,7% du total crédit contre 19,0% à fin décembre 2017. De même, le secteur bancaire fait face au risque de concentration envers le secteur

«commerce» qui détient 27,0% de l'ensemble du crédit à l'économie contre 28,3% à fin décembre 2017.

IX. 3. Rentabilité

En glissement annuel, le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 13,4% à fin décembre 2018, s'établissant à 203.686,5 contre 179.672,5 MBIF à la même période de 2017. Pour la même période, le Résultat Net du secteur bancaire a également augmenté, passant de 39.461,7 à 65.884,6 MBIF.

Le taux de rendement des actifs (ROA) et celui des fonds propres (ROE) ont augmenté, passant de 2,1 à 2,8% et de 16,6 à 22,9% respectivement.

IX. 4. Liquidité

A fin décembre 2018, les ratios de liquidité ²à court terme (LCR) en BIF et en devises (Encours des actifs liquides de hautes qualités sur la sortie de trésorerie) se sont établis respectivement à 244,1% et 48,9% pour une norme réglementaire de 100%. Toutefois, le risque de concentration dans le secteur bancaire est réel, la part des dix gros déposants représente 35,6% du total des dépôts à fin décembre 2018 contre 35,0 à la même période de 2017.

¹ La circulaire n°06/2018 relative à la division des risques de crédit des établissements de crédit définit les grands risques comme les risques dont le montant est supérieur à 10% des Fonds Propres de base.

² La circulaire n°04/2018 relative au ratio de liquidité à court terme des banques définit les actifs liquides de haute qualité comme les actifs qui peuvent être facilement et immédiatement convertibles en liquidité sans ou avec une faible perte de leur valeur en période de forte tension de liquidité.

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	2 017			2 018		
	octobre	Novembre	Décembre	Octobre	Novembre	Décembre
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	157,7	144,9	149,4	154,3	146,6	120,9
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T)	20 209,3	21 458,0	21 717,5	26 755,7	30 291,0	30 633,0
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	36 994,9	41 105,5	44 988,8	43 145,7	46 205,8	50 814,4
4. Indice des prix à la consommation (base 2016/2017 = 100)	117,6	117,5	115,4	107,6	108,9	109,0
5. Taux d'inflation(en p.c)	17,6	15,3	10,0	-8,4	-7,4	-5,6
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	619 292,1	684 590,1	754 142,6	697 115,3	758 527,5	836 889
1.1. Recettes fiscales (cumul)	574 390,1	633 158,6	699 090,9	640 576,0	698 792,2	770 878
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	44 902,0	51 431,5	55 051,7	56 539,3	59 735,4	66 011
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0
2. Dépenses cumulées	918 041,9	997 143,2	1 128 543,1	1 080 424,2	1 169 388,7	1 293 305
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	321 309,4	355 294,1	385 815,5	338 798,2	374 050,8	408 657
3. Dette publique (en MBIF)	2 293 179,6	2 307 238,0	2 426 125,9	2 669 798,7	2 676 707,7	2 707 728
3.1. Encours dette intérieure	1 518 484,7	1 533 016,6	1 647 833,5	1 883 888,9	1 885 824,0	1 911 446
dont bons et obligations du Trésor	735 555,4	750 243,2	829 763,9	1 069 783,1	1 072 461,9	1 080 735
avance ordinaire BRB	144 881,7	150 659,0	194 279,5	182 655,4	182 857,3	210 409
3.2. Encours dette extérieure	774 694,9	774 221,5	778 292,4	785 909,8	790 883,7	796 282
3.3. Encours dette extérieure (en dollar américain)	441,7	443,3	440,9	438,3	439,5	441
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	3 628,9	5 444,3	321,8	1 034,2	208,7	0
dont amortissements	2 387,5	4 541,7	0,0	674,5	0,0	0
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	2 381,3	2 416,4	0,0	226,7	2 146,1	3 043
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	514 519,9	516 389,8	582 685,1	569 708,7	535 097,0	563 601
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	1 448 987,8	1 465 561,5	1 499 512,9	1 732 747,2	1 729 509,4	1 772 437
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	1 289 812,6	1 298 318,7	1 340 926,6	1 563 385,5	1 556 020,5	1 600 646
3. Crédit intérieur (en MBIF)	1 928 205,1	1 982 177,1	2 004 966,2	2 315 419,5	2 338 671,3	2 328 907
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	994 883,8	1 038 469,7	1 112 214,4	1 272 532,4	1 295 958,2	1 319 150
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-114 198,3	-144 343,3	-154 400,0	-211 224,3	-202 348,1	-204 711,6
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	118 810,0	134 100,0	159 990,0	292 050,0	235 400,0	248 180
6.2 Reprise de liquidité	0,0	0,0	0,0			
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en p.c)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	4,9	5,1	5,1	2,5	2,5	2,5
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	5,2	5,3	5,4	2,4	2,5	2,5
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	6,2	6,3	6,3	4,5	4,1	3,7
7.4. Reprise de liquidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7.5. Apport de liquidité	2,5	2,5	2,8	2,8	2,3	2,4
7.6. Facilité de prêt marginal	8,2	8,3	7,1	5,5	5,5	5,5
7.7. Marché interbancaire	0,0	4,1	4,0	3,0	3,0	3,3
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	5,6	5,9	6,0	5,5	5,5	5,4
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	16,3	16,2	16,2	15,6	15,7	15,5
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	241 180,5	268 512,9	298 500,1	231 430,7	255 195,5	276 352
dont Café Arabica	40 515,7	50 801,6	63 433,4	48 103,9	60 622,1	69 804
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	75 543,2	84 474,7	93 125,1	70 345,9	79 751,6	88 557
1.2. Prix moyen des contrats de vente de café Arabica fob DSL - US cts/lb	140,9	125,1	107,0	115,5	101,1	101,1
- BIF/Kg	5 369,2	47 773,2	4 046,9	4 507,0	3 945,3	3 955,6
1.3. Encaissements café (en MBIF)	25 943,0	32 637,0	44 152,9	45 044,9	51 901,1	59 183
2. Importations (cumul en MBIF)	1 092 872,2	1 195 499,3	1 307 187,7	1 197 480,4	1 307 279,5	1 406 297
dont produits pétroliers	169 165,4	195 123,1	218 454,6	240 459,0	204 192,0	274 129
2.1. Volume des importations (cumul en T)	664 176,6	746 238,2	822 513,7	797 954,1	888 914,6	942 993
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF						
3.1.1. Nominal	103,0	103,0	102,0	105,0	105,5	105,3
3.1.2. Réel	105,1	104,4	101,6	93,2	94,5	94,4
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 756,8	1 762,9	1 766,7	1 796,7	1 802,5	1 808,3
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 753,9	1 759,9	1 765,1	1 793,1	1 799,7	1 805,4
(p) : Provisoire						
nd : Non disponible						
- : Données inexistantes.						

Source : BRB

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en MBIF)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	31/12/2017	31/12/2018	Variation en %	31/12/2017	31/12/2018	Variation en %	31/12/2017	31/12/2018	Variation en %
Rubriques									
I. EMPLOIS	2 009 942,1	2 390 895,0	19,0	154 753,5	171 427,3	10,8	2 164 695,6	2 562 322,3	18,4
PRINCIPAUX EMPLOIS	1 686 924,9	2 030 517,2	20,4	115 700,3	139 181,6	20,3	1 802 625,2	2 169 698,8	20,4
A. Actifs Liquides	1 001 843,2	1 219 205,4	21,7	5 301,4	11 387,9	114,8	1 007 144,6	1 230 593,3	22,2
. Caisse	49 762,4	60 247,0	21,1	9,3	2,2	-76,7	49 771,7	60 249,2	21,1
. B.R.B.	227 785,0	173 032,9	-24,0	1 511,6	2 722,9	80,1	229 296,6	175 755,8	-23,4
. Banques & Etablissements Financiers	81 151,9	65 619,0	-19,1	3 780,5	3 262,3	-13,7	84 932,4	68 881,3	-18,9
. <i>Bons, Obligations du Trésor</i>	643 143,9	920 306,5	43,1	-	5 400,5	-	643 143,9	925 707,1	43,9
B. Crédits	685 081,7	811 311,8	18,4	110 398,9	127 793,7	15,8	795 480,6	939 105,5	18,1
. Court terme	424 199,5	486 332,5	14,6	2 072,9	1 794,6	-13,4	426 272,4	488 127,1	14,5
. Moyen terme	163 030,5	225 902,0	38,6	53 144,7	47 245,2	-11,1	216 175,2	273 147,2	26,4
. Long terme	97 851,7	99 077,4	1,3	55 181,3	78 753,9	42,7	153 033,0	177 831,3	16,2
. Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
. Autres crédits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C. Autres	323 017,2	360 377,7	11,6	39 053,2	32 245,7	(17,4)	362 070,4	392 623,4	8,4
II. RESSOURCES	2 009 942,1	2 390 895,0	19,0	154 753,5	171 427,3	10,8	2 164 695,6	2 562 322,3	18,4
Principales ressources	1 473 003,8	2 037 250,5	38,3	70 656,3	115 731,7	63,8	1 543 660,1	1 900 874,2	23,1
. Clientèle	1 170 211,4	1 420 256,8	21,4	63 889,7	76 222,2	19,3	1 234 101,1	1 496 479,0	21,3
. <i>dont: dix grands dépôts</i>	425 099,9	524 364,3	23,4	6 384,2	9 026,1	41,4	431 484,1	533 390,4	23,6
. Refinancement auprès B.R.B.	160 080,4	238 680,0	49,1	-	2 179,5	-	160 080,4	240 860	50,5
. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Banques & Etablissements Financiers	142 712,0	156 503,9	9,7	6 766,6	7 031,7	3,9	149 478,6	163 535,7	9,4
. Capital et réserves	215 578,8	221 809,7	2,9	30 298,2	30 298,2	30 298,2			
Autres	321 359,5	353 644,5	10,0	53 799,0	57 585,3	7,0	621 035,5	661 448,0	6,5
IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
Adéquation des fonds propres									
. Fonds propres de base nets (en MBIF)	206 330,1	255 853,8	24,0	27 774,5	29 486,8	6,2	234 104,6	285 340,6	21,9
. Fonds propres (en MBIF)	228 388,0	276 684,8	21,1	38 686,4	36 855,9	- 4,7	267 074,4	313 540,7	17,4
. Risques pondérés	980 336,5	1 145 782,1	16,9	145 685,8	155 476,0	6,7	1 126 022,3	1 301 258,1	15,6
. Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	21,0	22,3		19,1	19,0		20,8	21,9	
. Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	23,3	24,1		26,6	23,7		23,7	24,1	
. Ratio de levier (norme 7%)	11,7	10,7		19,4	17,2		14,3	12,3	
Qualité et concentration des crédits									
. Grands risques	140 355,2	252 476,8	79,9	10 581,7	7 415,3	- 29,9	150 936,9	259 892,1	72,2
. Créances à surveiller	27 870,0	37 499,8	34,6	13 779,6	14 795,5	7,4	41 649,6	52 295,3	25,6
. Créances Non performantes	100 765,3	76 242,5	- 24,3	15 017,2	9 992,3	- 33,5	115 782,5	86 234,8	-25,5
. Impayés	128 635,3	113 742,3	- 11,6	28 796,8	24 787,8	- 13,9	157 432,1	138 530,0	-12,0
. Dépréciations	84 600,1	69 743,5	- 17,6	7 974,2	5 141,4	- 35,5	92 574,3	74 884,9	-19,1
. Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	34,1	33,9		71,3	74,5		36,7	36,7	
. Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	32,0	38,5	-	-	3,2		32,0	38,5	
. Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	311,7	359,7	-	-	359,7		311,7	359,7	
. Taux des prêts non performants	14,7	9,4		13,6	9,4		14,6	9,2	
. Taux d'impayés	18,8	14,0		26,1	19,4		19,8	14,8	
. Taux de provisionnement (en %)	84,0	91,5		53,1	51,5		80,0	86,8	
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	20,5	31,1		9,6	5,8		19,0	27,7	
Liquidité									
. Coefficient de liquidité en BIF	59,4	nd		-			59,4	nd	
. Coefficient de liquidité en devises	113,2	nd		-			113,2	nd	
. Total crédits/total dépôts	58,5	57,1		172,8	167,7		64,5	62,8	
. Rapport entre ressources Stables et Emplois	115,3	147,4		245,8	238,4		147,2	137,5	
. Dix gros dépôts/Total dépôts	36,3	36,9		10,0	11,8		35,0	35,6	
Rentabilité et performance									
. Résultat avant impôt	40 192,8	64 490,0	60,5	4 187,3	7 154,5	70,9	44 380,1	71 644,5	61,4
. Résultat net de l'exercice	35 731,7	59 430,4	66,3	3 730,0	6 454,2	73,0	39 461,7	65 884,6	67,0
. Produit Net Bancaire	166 534,9	188 713,2	13,3	13 137,6	14 973,3	14,0	179 672,5	203 686,5	13,4
ROA							2,1	2,8	
ROE							16,6	22,9	

Source : BRB

ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2013	2014	2015	2016	2017
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en p.c.)	4,9	4,2	-0,4	2,8	2,8
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	7,9	4,4	5,5	5,6	16,1
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	94,0	131,8	120,1	109,4	169,0
Importations, CAF (en millions de dollar)	811,0	768,7	716,4	734,8	739,9
Volume des exportations (en tonnes)	57 207	79 580	85 499	84 613	93 125
Volume des importations (en tonnes)	809 077	798 246	629 916	880 458	822 514
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-250,2	-384,5	-373,3	-354,8	-352,3
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 555,1	1 546,7	1 571,9	1 654,6	1 765,1
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 542,0	1 553,1	1 617,1	1 688,6	1 766,7
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	321,2	317,3	136,4	95,4	112,9
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	4,2	4,2	2,3	1,5	1,7
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	229 756,1	180 525,3	-75 870,1	-176 523,1	-154 400,0
Crédit intérieur (en MBIF)	972 302,3	1 135 873,8	1 410 604,3	1 767 122,4	2 005 156,0
Créances nettes sur l'Etat	274 749,0	384 697,0	687 259,5	905 857,4	1 112 214,4
Créances sur l'économie	697 553,3	751 176,8	723 344,8	861 265,0	892 941,6
Masse monétaire (M3)	939 527,9	1 045 336,7	1 060 791,0	1 187 101,8	1 499 513,3
Masse monétaire (M2)	801 728,3	880 206,6	923 271,7	1 093 131,8	1 340 927,0
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,9	5,1	4,8	4,6	4,0
Base monétaire (Taux de croissance)	23,6	15,8	-8,6	29,2	39,0
Taux d' intérêt d'apport de liquidité (en p.c.)	-	-	3,4	3,1	2,8
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en p.c.)	12,5	8,0	9,8	8,6	7,1
Taux d'intérêt moyens créditeurs (en p.c.)	9,0	8,8	8,7	7,7	6,0
Taux d'intérêt moyens débiteurs (en p.c.)	16,2	16,7	16,9	16,5	16,2
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en p.c. du PIB)	22,1	21,0	16,7	15,7	16,5
Dépenses (en p.c. du PIB)	25,0	25,3	24,7	21,6	21,1
Solde primaire (en p.c. du PIB, base droits constatés)	-2,4	-0,5	-6,0	-2,3	-1,5
Solde budgétaire global (en p.c. du PIB, base droits constatés)					
- dons exclus	-10,1	-9,5	-11,2	-8,4	-7,1
- dons inclus	-2,9	-4,4	-8,0	-5,9	-4,6
Dettes intérieure (en MBIF)	597 962	727 264,4	1 069 551,8	1 374 144,6	1 647 833,5
Dettes extérieure (en MUSD, en fin de période)	413	429,6	420	429,6	440,5
Ratio du service de la dette extérieure (en p.c. des exportations)	3,5	4,1	5,8	6,6	9,1
Dettes extérieure (en p.c. du PIB)	16,1	15,7	15,6	15,2	14,4
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	3 812,5	4 185,0	4 417,9	4 824,2	5 397,2

Source : BRB